

# L'état d'esprit des Maliens reflète un regain d'espérance

Document de politique générale de l'Afrobaromètre n° 9 | Michael Bratton and Peter Penar

## Introduction

L'enquête Afrobaromètre de décembre 2012 a révélé que les trois quarts des citoyens maliens craignaient que le pays n'aille dans la « mauvaise direction ». À cette époque, plongés dans une crise nationale profonde, la plupart des Maliens envisageaient l'avenir avec pessimisme. Un an plus tard, cependant, une enquête de suivi dévoile un regain d'espoir dans l'avenir. En décembre 2013, les deux tiers des Maliens considèrent que le pays se dirige dans la « bonne direction ».<sup>i</sup>

Comment s'explique ce revirement remarquable de l'état d'esprit des Maliens ? Cette volte-face de l'état d'esprit collectif en l'espace d'une seule année est attribuée à plusieurs avancées positives. Il s'agit notamment de l'amélioration de la sécurité, de la restauration d'un gouvernement librement élu et de la hausse de la confiance dans la reprise économique.

De façon peut-être inattendue, les habitants des trois régions du nord du Mali ainsi que les personnes déplacées – les principaux groupes victimes de la crise – sont particulièrement optimistes quant à la direction dans laquelle s'engage le pays.<sup>ii</sup> Mais ils restent toutefois confrontés à des défis majeurs, parmi lesquels figurent l'instabilité de la paix et les inégalités persistantes dans le développement régional.

## Principaux constats

- Prenant le contrepied des résultats d'une enquête menée un an plus tôt, deux Maliens sur trois estiment à fin 2013 que leur pays se dirige dans la « bonne direction ».
- Environ 60 % des citoyens adultes considèrent également que leur pays est maintenant sûr et sans conflit armé. Ils étaient 17 % à le penser en 2012.
- Mais les Maliens voient encore l'instabilité politique comme le problème le plus important du pays, en particulier ceux qui vivent dans les régions du Nord ou qui ont été déplacés de leurs foyers.
- Les Maliens sont satisfaits de la qualité des élections nationales tenues en 2013, avec 83 % d'entre eux jugeant l'élection présidentielle « complètement libre et équitable ».

- Bien qu'ils restent prudents sur la conjoncture économique, les Maliens perçoivent les signes précurseurs de la reprise et nourrissent de fortes espérances quant à leur bien-être économique futur.
- Ce changement dans l'opinion des Maliens repose essentiellement sur des considérations économiques et sécuritaires et, dans une moindre mesure, sur la qualité des élections.

### **La perception de la direction du pays**

Pour mesurer l'état d'esprit général de la population dans un pays, l'enquête Afrobaromètre a posé la question suivante : « Quelle est l'orientation générale du pays ? Diriez-vous que le pays se dirige dans la mauvaise direction ou dans la bonne direction ? » Cette question a d'abord été posée au Mali en décembre 2012 à la suite de la plus grande série de calamités dans l'histoire post-coloniale du pays. En mars 2012, un coup d'État contre le gouvernement national élu a fait suite à la rébellion dirigée par les Touaregs dans le Nord en janvier 2012, suivie par la prise de contrôle des villes du Nord par les djihadistes islamiques. Des dizaines de milliers de personnes ont fui de chez eux, et se déplacer ou faire du commerce sont devenues des activités dangereuses dans de nombreuses localités. Il en résulta l'effondrement de l'État malien dans les trois régions du Nord et à Douentza (dans la région de Mopti). La primauté du droit s'était également notablement détériorée dans le Sud, comme en a témoigné l'enlèvement des journalistes et l'exécution extrajudiciaire des opposants au coup d'État.

La rupture du système démocratique, la défaillance de l'État et l'affaiblissement de l'économie ont jeté la plupart des Maliens dans une profonde inquiétude. En décembre 2012, seuls 25 % des participants à l'enquête ont déclaré que le Mali se dirigeait dans la « bonne direction », tandis que 75 % jugeaient au contraire qu'il se dirigeait dans la « mauvaise direction » (Tableau 1). Ces chiffres ne représentent l'opinion populaire que dans les six régions du Sud, car l'enquête 2012 n'a pas pu être menée dans le Nord en raison du conflit en cours. À cette époque, les personnes déplacées étaient encore largement sur la route, et leur nombre et leurs emplacements restaient très variables.

La crise s'est aggravée en janvier 2013, lorsque des insurgés ont occupé le territoire à proximité de Mopti et ont menacé de marcher sur Ségou, puis Bamako. En réponse à l'appel urgent du gouvernement intérimaire du Mali pour une intervention militaire, des forces armées aériennes et terrestres françaises, soutenues plus tard par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ont permis de repousser les rebelles en dehors des villes du Nord. Le succès rapide de cette offensive militaire a permis de créer l'espace politique nécessaire au gouvernement pour approuver la feuille de route de la transition politique en promettant des élections, le rétablissement de l'ordre et la réconciliation nationale. De façon remarquable, l'autorité civile

légitime fut restaurée au moyen d'élections ouvertes pour la présidence (juillet et août 2013) et le parlement (novembre et décembre 2013).

À la fin de l'année, l'opinion publique avait fait volte-face. Fin décembre 2013, une nette majorité des Maliens (67 %) considéraient que leur pays se dirigeait désormais dans la « bonne direction ».iii Seul un tiers des adultes (33 %) ont exprimé leur inquiétude à voir leur pays orienté dans la « mauvaise direction ». Fait notable, les personnes résidant dans les trois régions du Nord – qui ont pu être interrogées en raison de l'amélioration de la sécurité – étaient plus optimistes quant à l'orientation du pays que celles vivant dans le sud (88 % contre 65 %). Une explication possible est que les habitants du Nord ont vécu le plus grand changement, à savoir passer des règles strictes de la charia à un régime plus laïque et détendu.iv En outre, les personnes déplacées par le conflit – identifiées lors de l'enquête au Nord et au Sud – étaient aussi susceptibles de penser que le pays était revenu dans la « bonne direction » (75 %).

Tableau 1 : **Direction du pays, Mali 2012–2013**  
| Pourcentage des participants exprimant cette perception |

	Maliens	Maliens du Nord	Déplacé
<b>2012</b>			
<b>Bonne direction</b>	25*	-	-
<b>Mauvaise direction</b>	75*	-	-
<b>2013</b>			
<b>Bonne direction</b>	67 (65*)	88	75
<b>Mauvaise direction</b>	33 (35*)	11	25

\*Maliens du Sud

### Problèmes majeurs

Mais la crise complexe du Mali est loin d'être résolue. Des difficultés majeures subsistent. Pour obtenir un point de vue populaire des difficultés à surmonter, l'enquête Afrobaromètre a inclus la question suivante : « À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels fait face ce pays et sur lesquels le gouvernement devrait se pencher ? » Bien que les répondants aient la possibilité de nommer jusqu'à trois problèmes, celui mentionné en premier est considéré comme le problème prioritaire et est donc rapporté ici (Tableau 2).

Les Maliens considèrent l'instabilité politique comme le plus grand défi du pays, ce qui n'est pas surprenant à la suite d'une rébellion armée. Plus d'un quart (27 %) des citoyens placent la résolution du conflit et le retour de la paix au sommet de la liste des problèmes majeurs. Ce sentiment est particulièrement présent chez les Maliens du Nord qui continuent de subir la

violence politique (bien qu'à un niveau moindre) et les personnes déplacées qui ont été interrogées dans le nord et le sud (les deux 43 %).

L'insécurité alimentaire est l'autre préoccupation majeure dans l'esprit des citoyens maliens.<sup>v</sup> Les Maliens du Sud sont particulièrement susceptibles d'être préoccupés par la faim (24 %, non représenté dans le tableau 2) que les Maliens du Nord et les personnes déplacées (les deux 17 %). Cette disparité régionale et intergroupe est probablement parce que le Nord est au centre des efforts de secours alimentaire d'urgence, ce qui rend les produits alimentaires plus facilement disponibles dans cette région que dans le Sud.

Ce large éventail de problèmes de développement de base ne semble pas altérer les attentes populaires pour le progrès social et économique. Étonnamment, une forte majorité des Maliens (62 %) supposent que le gouvernement est potentiellement en mesure de résoudre « tous » ces problèmes. Et 31 % estiment quant à eux que le gouvernement peut résoudre « la plupart » d'entre eux. Ces niveaux élevés de confiance de la population, partagés de façon égale entre le Nord et le Sud, semblent incompatibles avec le fait que le conflit armé et le coup d'État militaire ont sapé les capacités de l'État. Mais ces attentes croissantes sont en phase avec l'observation que, fin 2013 – et surtout par rapport aux jours sombres de 2012 – les Maliens pensent que leur pays s'est embarqué pour un avenir meilleur.

Tableau 2 : **Problèmes majeurs, Mali 2013**

| Pourcentage identifiant ce problème comme première priorité |

	Maliens	Maliens du Nord	Déplacés
<b>Instabilité politique</b>	27	43	43
<b>Insécurité alimentaire</b>	24	17	17
<b>Pénuries d'eau</b>	6	4	2
<b>Chômage</b>	6	8	7
<b>Pauvreté</b>	5	3	6
<b>Criminalité</b>	5	8	5

### Comment expliquer l'état d'esprit de la population ?

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce revirement observé dans les perspectives populaires des Maliens. Trois d'entre eux seront détaillés ici :

- Une amélioration de la sécurité ;
- Le rétablissement d'un gouvernement élu ;
- La perception de la reprise économique.

Chacun de ces facteurs sera tout d'abord décrit. Leurs connexions individuelles à l'état d'esprit de la population (« bonne direction » et « mauvaise direction ») seront ensuite mesurées. Enfin, l'influence relative de ces facteurs sera évaluée dans le cadre d'une explication globale de la raison pour laquelle la plupart des Maliens pensent que leur pays est sorti d'une crise et qu'il commence à aller de l'avant. L'objectif est d'estimer si les Maliens considèrent les aspects relatifs à la sécurité, aux élections ou à l'économie comme primordiaux pour le redressement du pays.

### Une amélioration de la sécurité

Par rapport à fin 2012, la sécurité dans le nord du Mali fin 2013 s'est considérablement améliorée. Un accord de paix a été signé entre le gouvernement intérimaire et les combattants touaregs au Burkina Faso en juin 2013, même si des discussions ont ensuite été retardées à plusieurs reprises par la discorde entre les rebelles et les débrayages.<sup>vi</sup> Les capitales régionales du Nord sont retournées sous le contrôle du gouvernement central, mais les attaques terroristes sporadiques ont continué à exaspérer la population locale. Tandis que le contingent de stabilisation de l'ONU (MINUSMA) sécurisait Kidal, Gao et Tombouctou, l'opération militaire française (Serval) repoussait les rebelles et les djihadistes dans leurs cachettes dans le désert.<sup>vii</sup> De manière générale, l'amélioration de la sécurité s'est faite sans la participation des soldats maliens.

Interrogés sur la sécurité en 2013, les Maliens considèrent 2012 comme l'année de tous les dangers. Moins d'un cinquième des citoyens (17 %) estiment que le pays dans son ensemble était « plutôt » ou « tout à fait » sûr à ce moment-là (Tableau 3). Les Maliens du Nord (4 %) et les personnes déplacées (10 %) sont encore plus catégoriques, avec seulement 1 % de celui-ci estimant le pays comme « tout à fait » sûr en 2012. La perception s'assombrit encore lorsque le Nord, plutôt que l'ensemble du pays, est considéré : seuls 7 % des Maliens, 1 % des Maliens du Nord, et 2 % des personnes déplacées voient un certain degré de sécurité.

L'image reprend des couleurs lorsque les participants ont ensuite évalué la situation en 2013. Au moins six Maliens sur dix (60 %), ainsi que 67 % des personnes déplacées et 71 % des Maliens du Nord, voient un rétablissement de la sécurité de base dans l'ensemble du pays à la fin de l'année. Mais ils considèrent sans doute une augmentation du banditisme dirigé vers les éleveurs peuls, ainsi que des escarmouches armées dans l'arrière-pays et des grèves insurrectionnelles intermittentes dans les villes du Nord comme les signes d'une sécurité instable. La lenteur du retour des forces de police dans le Nord signifie que l'instabilité est due à la criminalité et à l'action militaire.

Il a effectivement été relevé que les Maliens du Nord se sentent plus précaires que leurs compatriotes du Sud au quotidien. La proportion déclarant ne « jamais » avoir un sentiment

d'insécurité lorsqu'ils s'engagent dans les activités suivantes est systématiquement et significativement plus faible pour les Maliens du Nord que pour ceux du Sud : se mêler à d'autres personnes dans des lieux publics (3 % contre 37 %), marcher la nuit (3 % contre 41 %) ou rencontrer des étrangers (7 % contre 41 %). Et les Maliens du Nord sont six fois moins susceptibles que ceux du Sud (7 % contre 42 %) à ne « jamais » avoir un sentiment d'insécurité lorsqu'ils rencontrent des groupes armés.

Pourtant, les Maliens sont très optimistes quant à l'évolution de la sécurité. Réalistes ou non, toutes les catégories de citoyens (y compris les Maliens du Nord et les personnes déplacées) envisagent une situation de sécurité quasi totale fin 2018 (Tableau 3). Ce scénario optimiste concerne à la fois le pays dans son ensemble et les régions du Nord.

Que les personnes émettent naturellement un vœu pieux n'est pas la question. Aux fins de cette analyse, on peut tout simplement s'attendre à ce que la perception de l'amélioration de la sécurité en 2013 explique en partie l'optimisme de l'état d'esprit des Maliens. L'analyse de corrélation à deux variables en fournit la preuve, à savoir que la perception du niveau de sécurité au Mali en 2013 est positivement et significativement liée à la propension d'un individu à considérer le pays comme se dirigeant dans la « bonne direction » ( $r = 0,218, p < 0,001$  [Pearson]).

Tableau 3 : **Niveau de sécurité, Mali 2012–2013**  
 | Pourcentage déclarant « plutôt » ou « tout à fait » sûr |

Perception du niveau de sécurité :	Maliens	Maliens du Nord	Déplacés
<b>au Mali en 2012</b>	17	4	10
<b>dans le Nord en 2012</b>	7	1	2
<b>au Mali aujourd'hui (décembre 2013)</b>	60	71	67
<b>dans le Nord aujourd'hui (décembre 2013)</b>	28	45	39
<b>au Mali dans les 5 prochaines années</b>	93	90	94
<b>dans le Nord dans les 5 prochaines années</b>	89	85	88

### Le rétablissement d'un gouvernement élu

Les élections de 2013 ont été une étape importante sur la voie du retour à la démocratie constitutionnelle. Lors du scrutin présidentiel, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), un ancien Premier ministre ayant la réputation d'être un décideur résolu et un fervent opposant à la corruption, a remporté 78 % des voix citoyennes. Son principal rival, Soumaila Cissé, a concédé sa défaite. Avec des alliés de coalition, le parti d'IBK a également obtenu la majorité des sièges de

l'Assemblée nationale au second tour d'un vote législatif pacifique. Le nouveau Premier ministre, le technocrate Oumar Tatam Ly, a nommé un cabinet de 34 membres, y compris un nouveau ministère pour la réconciliation nationale et pour le développement du Nord qui vise à effacer les cicatrices du conflit de l'indépendance à 2012. Et IBK s'est impliqué dans les négociations et la réconciliation nationale, alors qu'il approuvait dans le même temps les enquêtes pour abus de pouvoir par le dernier chef d'État civil (Amadou Toumani Touré) et le protagoniste du coup d'État de mars 2012 (le capitaine Amadou Sanogo).

Comme d'autres Africains, les Maliens se disent fortement attachés au principe de gouvernement élu. Près de neuf Maliens sur dix (88 % de tous les Maliens, 90 % des personnes déplacées) pensent que « nous devrions choisir les dirigeants de ce pays au moyen d'élections régulières libres et honnêtes » (Tableau 4). Même si les élections « produisent parfois de mauvais résultats », un processus électoral est préférable aux « autres méthodes de choix des dirigeants » (11 %). Mais ce résultat doit être associé à deux mises en garde qui remettent en cause les engagements des Maliens envers les processus électoraux. Tout d'abord, les Maliens sont un peu plus nombreux dans les régions du Nord à préférer d'autres méthodes non électorales (19 %). Ensuite, plus d'un tiers des citoyens à l'échelle nationale (36 %) sont encore prêts à accepter que « l'armée intervienne pour diriger le pays ».

Peut-être parce que voter représente un comportement socialement souhaitable, bien plus de participants à l'enquête ont déclaré avoir voté aux élections de 2013 par rapport aux chiffres officiels. Tandis que 70 % affirment avoir voté à l'élection présidentielle, le gouvernement n'a enregistré qu'un taux de participation de 52 % au premier tour et de 46 % au second. Quant aux élections législatives, 63 % affirment avoir voté, alors que la participation officielle n'a été que de 39 %.<sup>viii</sup> En dépit de ces divergences, les données de l'enquête et les chiffres officiels révèlent des tendances de vote similaires : davantage d'électeurs ont voté dans les zones rurales que dans les zones urbaines, les taux de participation étaient beaucoup plus élevés dans les trois villes du Nord – Kidal, Gao et Tombouctou alors qu'à Bamako les taux de participation enregistrés étaient les plus faibles du pays. Conformément aux attentes, le taux de participation des personnes déplacées était significativement plus faible que celui des autres Maliens pour chaque élection (57 % et 55 %, respectivement).<sup>ix</sup>

Les Maliens ont une très haute opinion de la qualité des élections de 2013. Plus de huit citoyens sur dix (83 %) considèrent que l'élection présidentielle a été « complètement libre et équitable » et plus de sept sur dix (74 %) portent le même jugement sur les élections législatives. En 2013, le pourcentage de Maliens à considérer leur élection présidentielle comme « complètement libre » a été presque le double de la moyenne de ceux de 35 pays africains en 2012 (43 %). Et il a même surpassé le plébiscite des citoyens du Sénégal pour la haute qualité de l'élection présidentielle de 2012, qui a abouti à une alternance du pouvoir (75 %). Au Mali, cependant, les habitants du Nord étaient légèrement moins généreux avec leurs

louanges que ceux du Sud. Il n'en reste pas moins que 70 % et 73 % des citoyens considérant respectivement les élections présidentielle et législative comme « totalement libres » est exceptionnel.

Peut-être la satisfaction populaire suivant l'ouverture des élections contribue à expliquer le revirement d'état d'esprit. Dans cas, on pourrait s'attendre à une corrélation statistique entre la qualité des élections et l'optimisme de l'état d'esprit des Maliens. Comme prévu, les citoyens qui voient les élections de 2013 comme « totalement libres » sont également plus susceptibles de considérer que le pays va dans la « bonne direction » ( $r = 0,070$ ,  $p < 0,001$  [Pearson] pour l'élection présidentielle,  $r = 0,113$ ,  $p < 0,001$  [Pearson] pour l'élection législative). Les relations ne sont pas particulièrement fortes,<sup>x</sup> mais elles restent néanmoins positives et statistiquement significatives.

Tableau 4 : **La qualité des élections, Mali 2013**  
 | Pourcentage des participants qui : |

	Maliens	Maliens du Nord	Déplacés
<b>Considèrent les élections comme la meilleure méthode de choix des dirigeants</b>	89	81	90
<b>Affirment avoir voté à l'élection présidentielle</b>	70	81	57
<b>Affirment avoir voté à l'élection législative</b>	63	81	55
<b>Jugent l'élection présidentielle « complètement libre et équitable »</b>	83	70	82
<b>Jugent l'élection législative « complètement libre et équitable »</b>	74	73	71

#### La perception de la reprise économique

Selon la Banque mondiale, l'économie malienne a bien résisté à la crise.<sup>xi</sup> Le secteur des services (notamment le tourisme) a été durement touché en 2012, mais les valeurs de la production agricole et de l'or ont augmenté respectivement de 14 % et 9 %. Après une contraction de 1,5 % en 2012, les économistes tablaient sur une croissance de l'économie globale de 5,1 % en 2013 (elle a en réalité augmenté de 1,6 %). Avec le rétablissement de la sécurité politique et la réinstallation d'un gouvernement élu, les programmes d'aide se sont étendus. En 2013, le Mali a reçu une facilité de crédit rapide de 18 millions de dollars américains du FMI, a vu la reprise de l'aide américaine et a obtenu un engagement de plus de 8 milliards de dollars américains de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Les agences



d'aide ont toutefois rencontré de grandes difficultés pour atteindre les communautés du Nord, soumises à la pression des déplacements internes et des pénuries alimentaires.

Les évaluations populaires de la performance économique actuelle au Mali sont prudentes et modérées. Seulement un tiers (34 %) des Maliens interrogés en décembre 2013 considèrent la conjoncture économique nationale ainsi que leurs propres conditions de vie « plutôt bonnes » ou « très bonnes » (Tableau 5). La majorité des Maliens (respectivement 56 % et 52 %) considèrent la conjoncture économique et leurs conditions de vie « plutôt mauvaises » ou « très mauvaises ». À ces égards, les Maliens du Nord et les personnes déplacées considèrent leurs conditions de vie comme particulièrement mauvaises. Et lorsqu'on leur demande de comparer leur niveau de vie à celui de leurs compatriotes, seuls 18 % des Maliens, 14 % des Maliens du Nord et 11 % des personnes déplacées répondent qu'ils vivent « mieux » ou « bien mieux » qu'eux.

Malgré cela, les citoyens reconnaissent un certain degré de reprise économique. En décembre 2013, presque autant de Maliens estiment que l'économie nationale au cours des douze mois précédents s'est améliorée (42 %) que ceux pensant qu'elle s'est dégradée (45 %, non représenté). Et un peu plus de Maliens (43 %) estiment leurs conditions de vie sont devenues « meilleures » ou « bien meilleures » au cours de cette période, par rapport à ceux qui ont déclaré qu'elles étaient « pires » ou « bien pires » (40 %, non représenté). Encore une fois, cependant, les Maliens du Nord et les personnes déplacées ont indiqué un déclin de leur bien-être entre 2012 et 2013.

La plupart des Maliens condamnent le gouvernement pour la conjoncture économique. Une forte majorité des Maliens indiquent que le gouvernement a géré « plutôt mal » ou « très mal » la macro-économie (53 %), la réduction de la pauvreté (67 %), la création d'emplois (70 %), la stabilisation des prix à la consommation (73 %) et la réduction du fossé entre les riches et les pauvres (74 % non représenté).

Quand il s'agit d'évaluer les perspectives de la vie économique, les Maliens ont en revanche tendance à être très optimistes. La quasi-totalité des Maliens – au moins neuf sur dix – s'attendent à une amélioration des conditions économiques nationales et personnelles en 2014. À cet égard, les Maliens du Nord sont indiscernables de la plupart des autres Maliens. Mais les personnes déplacées sont les plus optimistes, avec 95 % d'entre elles s'attendant à une amélioration économique immédiate.

En faisant abstraction de ces espoirs spéculatifs, cependant, il est possible de déterminer si le point de vue des participants portant sur la conjoncture économique actuelle – lequel est, après tout, ancré dans l'expérience concrète – contribue à façonner leurs évaluations de la direction générale du pays. Considérons la question fondamentale de l'état perçu de l'économie nationale en décembre 2013. Il existe une corrélation significative entre l'opinion favorable d'un individu sur cette question et s'il estime que le pays va dans la « bonne direction

» ( $r = 0,221$ ,  $p < 0,001$ [Pearson]). En d'autres termes, les évaluations économiques semblent contribuer fortement à la formation de l'état d'esprit des citoyens maliens.

Tableau 5 : **Perception de la conjoncture économique, Mali 2012–2013**

| \*\* Pourcentage déclarant « plutôt bonne » ou « très bonne »

\* Pourcentage déclarant « meilleure » ou « bien meilleure » |

	Maliens	Maliens du Nord	Déplacés
**La conjoncture économique actuelle	34	42	35
**Vos conditions de vie actuelles	34	28	28
*Vos conditions de vie par rapport à celles des autres Maliens	18	14	11
*La conjoncture économique par rapport à celle d'il y a 12 mois	42	36	38
*Vos conditions de vie par rapport à celles d'il y a 12 mois	43	34	36
*La conjoncture économique dans 12 mois	88	90	94
*Vos conditions de vie dans 12 mois	90	88	95

### Conclusion : quels sont les facteurs déterminant l'état d'esprit des Maliens ?

Cette analyse démontre que les Maliens croient que leur pays dispose d'une nouvelle chance de corriger les problèmes qui ont conduit au conflit armé et au coup d'État militaire. En l'espace d'une seule année, entre décembre 2012 et décembre 2013, l'état d'esprit de la population est passé d'un pessimisme profond (75 % de « mauvaise direction ») à un optimisme fort (67 % de « bonne direction »). Il a été établi que l'explosion d'espoir populaire actuel est liée à l'attitude positive de la population envers la sécurité, la démocratie et l'économie.

Mais lequel de ces facteurs importe le plus ? Si les décideurs politiques veulent prendre des décisions qui contribuent à maintenir les progrès récents du pays, où doivent-ils concentrer leurs efforts ? Pour comparer les effets des aspects relatifs à la sécurité, aux élections ou à l'économie, cette analyse conclut par une analyse de régression logistique simple (Tableau 6). Elle révèle que, même après correction pour chacune des variables, les trois facteurs demeurent statistiquement significatifs, c'est-à-dire qu'ils contribuent à expliquer l'état d'esprit de la population. Ce la signifie que chacun de ces facteurs – le renforcement de l'État, le développement de la démocratie et la croissance équitable de l'économie – mérite une attention politique.

L'analyse révèle également un ordre de priorité. Ce classement se fonde sur les effets marginaux de chaque facteur sur la probabilité qu'un individu considère le pays comme se dirigeant dans la « bonne direction » (Tableau 6, dernière colonne).<sup>xii</sup> Selon cette approche, les personnes qui envisagent la conjoncture économique actuelle de façon positive sont 28 % plus susceptibles de le faire. En d'autres termes, les Maliens placent la conjoncture économique – en particulier la sécurité alimentaire – au tout premier plan lorsqu'ils évaluent la direction prise par le pays.

Mais les considérations de désordre et d'instabilité politiques sont également saillantes dans l'esprit populaire, avec ceux qui perçoivent la sécurité actuelle sous un jour positif étant 25 % plus susceptibles de dire que le Mali se dirige dans la « bonne direction ». Rappelons aussi que, lorsqu'on les interroge sur les problèmes majeurs du pays, les Maliens (en particulier ceux du Nord et les personnes déplacées) classent l'insécurité politique en tête des problèmes les plus importants. Enfin, les citoyens satisfaits de la qualité des récentes élections sont 13 % plus susceptibles d'arriver à la conclusion que le pays se dirige dans la « bonne direction ». Il est peut-être surprenant que les élections historiques de 2013 ne pèsent pas plus dans l'imagination populaire en ce qui concerne la direction prise par le pays. Mais ce résultat est compréhensible étant donné que tant de personnes – y compris, inévitablement, certaines considérant que le pays va dans la « mauvaise direction » – pensent que les élections étaient « complètement libres et équitables ».<sup>xiii</sup>

Tableau 6 : **Explication de la « bonne direction » du pays**

	Coefficient	Importance	Effet marginal
<b>Constante</b>	-1.545		
<b>La perception de la reprise économique</b>	.418	<.001	28%
<b>Une amélioration de la sécurité</b>	.380	<.001	25%
<b>Le rétablissement d'un gouvernement élu</b>	.215	<.001	13%

En résumé, le principal moteur de l'état d'esprit des Maliens semble être l'attitude populaire vis-à-vis de la conjoncture économique. La conséquence évidente – sans pour autant négliger la reconstruction d'un État fragile ni la consolidation d'une démocratie précaire – est que le nouveau gouvernement doit concentrer son attention sur des choix de politiques efficaces pour le développement économique. Un bon point de départ serait d'adresser les domaines politiques – en particulier la sécurité alimentaire, mais aussi la création d'emplois et la réduction de la pauvreté – que les citoyens ont identifiés comme les problèmes économiques majeurs du pays. Ce faisant, le gouvernement serait également bien avisé de cibler en premier

les besoins particuliers des personnes déplacées et la question longtemps négligée du développement économique des régions du nord du Mali.

## Notes

---

<sup>i</sup> L'Afrobaromètre est un projet collaboratif de recherche par enquêtes conduit par un réseau de spécialistes africains des sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur des questions politiques, sociales et économiques clés. Les données sont recueillies par le biais d'entretiens réalisés en face à face dans les langues locales sur la base d'échantillons nationaux de probabilité de citoyens africains. Dans le cadre du Round 5 de l'Afrobaromètre, qui comprend l'enquête 2012 du Mali, plus de 50 000 citoyens ont été interrogés dans 34 pays d'Afrique. Ce document de politique générale s'appuie sur une enquête complémentaire (Round 5.5) portant sur « la démocratie, la gouvernance et la résolution des conflits au Mali » dont les entretiens se sont déroulés du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur d'échantillonnage de  $\pm 2 \%$  au seuil de confiance de 95 %.

L'échantillon de cette étude présente des caractéristiques uniques. Les 2 486 cas émanent de trois composantes :

- Un échantillon probabiliste national aléatoire stratifié qui couvre les zones urbaines et rurales de l'ensemble des neuf unités administratives du pays en respectant leurs proportions (N = 2 067). Contrairement à l'échantillon de 2012, l'échantillon national de 2013 comprend non seulement les six unités administratives du Sud – le district de Bamako et les régions de Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso –, mais également les trois régions du Nord – Gao, Kidal et Tombouctou. Dans ce rapport, les participants du premier groupe sont appelés les « Maliens du Sud » et ceux du second groupe, les « Maliens du Nord ».
- Un suréchantillonnage dans le Nord pour compenser le fait que la population de ces régions représente seulement 10 % de la population nationale. Ce suréchantillonnage (N = 200), également choisi au hasard, génère suffisamment de cas pour augmenter la fiabilité des généralisations pour les trois régions du Nord.
- Un suréchantillonnage des personnes déplacées. Les personnes déplacées sont identifiées par la question d'enquête suivante : « Êtes-vous ou avez-vous été déplacé de votre domicile à la suite de la récente occupation et du conflit dans le Nord ? » Cette procédure a recensé 396 personnes déplacées – 290 (73 %) situées dans le Sud et 106

(27 %) dans le Nord. 118 (30 %) d'entre elles ont été identifiées par hasard dans l'échantillon aléatoire national. Les autres personnes déplacées ont été choisies au hasard dans le suréchantillonnage du Nord (15 %) ou à dessein dans les zones identifiées par les organismes de secours comme des lieux de rassemblement des personnes déplacées (55 %). La plupart avaient quitté les régions du Nord, notamment Tombouctou (54 %), Gao (32 %), Kidal (8 %) et Mopti (6 %). Une nette majorité (60 %) des citoyens ont exprimé l'intention de retourner chez eux – 25 % ont déclaré l'avoir déjà fait – et 15 % ont indiqué ne pas en avoir l'intention.

<sup>ii</sup> Les deux échantillons aléatoires (national + Nord) offrent une meilleure représentation nationale, constituée de 1 891 Maliens du Sud (83 %) et 376 Maliens du Nord (17 %, ramenés à la bonne proportion de 10 %). L'échantillon aléatoire national étant de 2 067 cas (hors suréchantillonnage aléatoire du Nord), ces 118 personnes déplacées constituent 5,7 % de la population du Mali. La population totale du pays est estimée à 15,98 millions (juillet 2013), avec 43 % (soit 6,88 millions) des habitants ayant au moins 18 ans. Ces chiffres permettent d'estimer la population de personnes déplacées à 392 000, ce qui constitue une approximation raisonnable du nombre de 350 000 personnes déplacées estimé par le Haut Commissariat des Nations Unies en juin 2013.

<sup>iii</sup> Strictement parlant, cette comparaison ne devrait inclure que les résidents des seules six régions du Sud (puisque le Nord n'était pas couvert par l'enquête de 2012). Dans ce cas, 65 % des citoyens ont estimé que le pays prenait la « bonne direction » en 2013.

<sup>iv</sup> Les auteurs sont très reconnaissants envers John Staats pour sa lecture attentive de la version préliminaire de ce document et pour avoir souligné cet aspect, entre autres, à notre attention. Nos remerciements s'adressent également à Steve Esquith pour ses commentaires mûrement réfléchis.

<sup>v</sup> En effet, en prenant en compte plusieurs réponses, les Maliens mentionnent la sécurité alimentaire plus souvent que la sécurité politique (18 % contre 14 % de toutes les réponses, 51 % contre 40 % de tous les cas).

<sup>vi</sup> Pour leur part, les rebelles affirment que le gouvernement a tardé à démontrer sa volonté à négocier.

<sup>vii</sup> MINUSMA a été autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU à aider à combattre les djihadistes, mais, dans la pratique et à la consternation du gouvernement, il a davantage agi en

---

tant que force de paix entre le Mouvement pour la libération nationale de l'Azawad (MNLA) et l'armée malienne.

<sup>viii</sup> Par rapport aux pays voisins, les taux de participation au Mali sont toujours relativement faibles, car les personnes ayant 18 ans sont automatiquement inscrites comme électeurs à partir d'une liste civile (en opposition au système qui exige des adultes admissibles qu'ils s'inscrivent comme électeurs). Mais les taux de participation électorale pour 2013 ont cette fois dépassé la plage habituelle comprise entre 21 % et 36 %.

<sup>ix</sup> Jusqu'à un quart de les personnes déplacées ont dit qu'elles n'avaient pas voté parce qu'elles n'avaient pas leurs cartes nationales d'identité – soit elle n'avait jamais été émise, soit elle avait pu être perdue lors de leur déplacement de leurs régions d'origine.

<sup>x</sup> Ceci s'explique principalement par l'absence de variation de la qualité perçue des élections, étant donné qu'une majorité écrasante de participants considèrent ces événements comme « complètement libres et équitables » (voir la note <sup>xiii</sup>).

<sup>xi</sup> Mali : Rapport économique bi-annuel (Washington D.C. : Banque mondiale, Région Afrique, AFTP4, janvier 2013)

<sup>xii</sup> Ces effets sont calculés comme les différences de probabilités prédites de la catégorie de réponse la plus faible à la plus élevée pour chaque variable indépendante. Le point de référence est une personne qui considère que le Mali est en proie à une insécurité totale, que les dernières élections étaient entièrement contrôlées et injustes et que la conjoncture économique nationale est déplorable.

<sup>xiii</sup> En d'autres termes, la variance sur la variable explicative est très faible (voir la note <sup>x</sup>). Un test plus rigoureux parmi ceux attachés à la démocratie – par exemple, en omettant les 36 % de Maliens qui ne s'opposeraient pas à ce que l'armée intervienne pour gouverner le pays – pourrait produire un résultat plus convaincant.

**Michael Bratton** est professeur émérite de sciences politiques et d'études africaines de l'Université d'État du Michigan et conseiller principal de l'Afrobaromètre.

**Peter Penar** est un candidat au doctorat en sciences politiques de l'Université d'État du Michigan et le directeur des publications de l'Afrobaromètre.

L'Afrobaromètre remercie vivement l'Institut des États-Unis pour la paix et la Banque mondiale pour leur soutien financier à cette étude.